



Paris le 30 mai 2018

COMMUNIQUE DE PRESSE

EGA : un pas franchi pour le revenu des agriculteurs ?

Après 8 jours de débats intenses, les députés ont adopté le projet de loi pour l'équilibre dans le secteur agricole et alimentaire. Nous saluons leur mobilisation, qui montre l'attachement de la représentation nationale à la place stratégique et culturelle de l'agriculture.

La mobilisation de nos réseaux qui a su mener avec pédagogie, un travail de fond auprès des parlementaires a permis des avancées notables.

La construction du « prix en marche avant », partant du prix payé aux producteurs, a été renforcé par des initiatives parlementaires à mettre au crédit de l'ensemble des bancs (construction des prix à partir des indicateurs diffusés par les interprofessions, non contournement de l'accord-cadre, encadrement de toutes les promotions, sanction des prix abusivement bas...).

Ces avancées doivent être respectées par le Gouvernement, entérinées par les sénateurs et enrichies par les ordonnances. Nous ne tolérerons aucun revers législatif sous couvert d'interprétation du droit communautaire et constitutionnel. Face à l'attitude de prudence et la frilosité que le Gouvernement pourrait être tenté de prendre, nous opposons fermement la nécessité du revenu pour les agriculteurs !

Nous saluons aussi la mobilisation qui a permis d'éviter l'adoption d'amendements visant à alourdir encore plus les contraintes sur nos exploitations. Le Ministre, le rapporteur, mais aussi des députés de tous bords, ont défendu les démarches volontaires incarnées par le « contrat de solutions » proposé par la FNSEA et JA plutôt que de nouvelles interdictions. Toutefois, la teneur de certains débats dans la droite ligne de l'agri-bashing ne manque pas de nous alerter sur la perception biaisée des modèles agricoles français et de leur contribution au bien commun. Les agriculteurs en sortent meurtris.

Les avancées ne doivent pas masquer l'absence de réponse au besoin de compétitivité des agriculteurs qui sont chaque jour un peu plus soumis à une concurrence déloyale de leurs productions.

A l'heure où de nouveaux traités internationaux, faisant peser des risques de distorsions destructeurs pour notre agriculture, se négocient, la FNSEA et JA ne peuvent tolérer dans la rédaction actuelle du texte de nouvelles charges directes pour les exploitations (fin des remises, rabais, ristournes, séparation capitaliste vente/conseil pour les produits phytosanitaires...). Ce n'est pas en imposant des règles franco-françaises à nos paysans sans rien exiger sur les importations que nous renforcerons la confiance des consommateurs dans leur alimentation.

C'est avec des agriculteurs engagés, sereins et reconnus, qui vivent de leur métier, que nous changerons l'agriculture, et pas contre eux.

Contacts presse :

FNSEA : Marion Fournier – 07 60 29 56 17 - marion.fournier@fnsea.fr

Jeunes Agriculteurs : Thomas Debrix – 06 68 66 15 83 – tdebrix@jeunes-agriculteurs.fr